

Synthesis of Meetings with Representatives of Belgian Organisations in the Water Sector with International Cooperation Activities

Alice Alonso and Bruno Verbist

April 2020



Report as part of the Water Nexus Policy Support Project

Water Nexus is a policy support research project financed by the Belgian Directorate General for Development Cooperation and Humanitarian Aid (DGD) and conducted by a consortium of Belgian universities.

Alice Alonso is a postdoctoral researcher at Université catholique de Louvain, Earth and Life Institute, Louvain-le-Neuve, Belgium

Bruno Verbist is a postdoctoral researcher at Katholieke Universiteit Leuven, Leuven, Belgium.

Overall objectives: Depict expertise, activities and programs by Belgian actors and identify opportunities and bottlenecks for enhanced collaboration

Method: Semi-structured interviews with the following organisations:

STAGE I:

- SWDE
- De WaterGroep
- SPGE
- AQUAFIN
- AWEX
- FIT
- The water circle
- Association des entreprises wallonnes de l'eau
- VPWvO
- SPW

STAGE II (to be further discussed)

- Officers at DGD in charge of other sectors such as Health and climate changes to discuss how interlinkages could be incorporated
- BIO and FINEXPO
- ARES and VLIR
- VITO
- VMM ? (probably lower priority)
- EWI ? (probably lower priority)
- Aquafed ? (perhaps at a later stage through the other agencies)
- Enabel
- Join For Water

Questions list:

- i. How is your organisations currently integrating water in your development cooperation / international programs ?
 - What are the formal arrangements?
 - Strategy/mandate, work plan?
 - Do you have a specific budget
 - What are the funding sources?
 - Who do you report to?
- ii. What is the specific expertise and services that your organisations can provide for international cooperation?
- iii. Any suggestions or recommendations on how to integrate your organisation in the DGD water strategy?
 - Any lessons learnt (positive and negative) from past partnerships and projects?
 - How to enhance/facilitate partnerships? Any mechanism?
 - How to ensure coherent actions, to enhance synergies?

Entretien avec le Service Public de Wallonie (SPW)

07/04/2020

Alice Alonso

Interviewees:

Ir. Philippe Diericks – Directeur de la Direction de la Gestion hydrologique à la SPW Mobilité et Infrastructures (SPW-MI-DGH)

Ir. Johan Derouane – Senior engineer à la SPW Agriculture, Ressources naturelles et Environnement (SPW-ARNE-DEEE)

Présentation des activités, programmes, partenariats, niveaux intervention, et pays d'intervention : cf. les documents suivants :

- [SPW-ARNE DEE – Description international.pdf](#) : Fiche synthétique de l'appui à la coopération internationale dans le secteur de l'eau par Département de l'Environnement et de l'Eau (DEE)
- [SPW coopération international dans le secteur de l'eau .pdf](#) : Support de présentation décrivant le contexte pour DEE et MI-DGH (présenté durant l'entretien)

Supplément d'information résultant de l'interview :

- Il y a principalement deux directions générales de la SPW impliquées dans l'international: SPW-ARNE-DEE (ex-DGE3, Johan Derouane en est l'acteur principal), et SPW-MI-DGH.
- Domaines d'activité : tout ce qui a trait à la gestion de l'aspect quantitatif des eaux (cf. documents annexes). L'aspect qualitatif (traitement eaux usées, etc.) est majoritairement absent
- Historique :

Auparavant, WBI était un département au sein de la SPW (alors DGRE). Quand la WBI menait des projets eau, un appel était lancé en interne, principalement via la ARNE.

En 2005, DGRE devient WBI. Il s'agit d'une structure d'intérêt public, décentralisée. Les mécanismes de gestion sont restés ce qu'ils étaient auparavant, c'est-à-dire en prenant appui sur les administrations wallonnes dans leur domaines respectifs de compétences. En conséquence, la WBI n'a pas d'expertise sectorielle, et le lien entre la WBI et SPW est fort. Cela s'applique également pour ARNE qui reste fort impliqué dans le WBI. Au cours du temps, le secteur Eau est devenu de plus en plus prioritaire dans les programmes de WBI, et donc plus de projets sont accordés à la SPW.

L'implication du ministère des infrastructures est en 2017 pour élargir l'offre au niveau du secteur de l'eau. SPW-MI-DGH forment une plateforme conjointe.

- Les activités dans l'international de la SPW résultent de l'historique avec le WBI. Ces activités ne sont pas intégrées formellement dans leur cadre de travail et plans stratégiques (Outre une mission dans l'international limitée pour la Direction de la

Gestion hydrologique). Néanmoins, le partenariat avec le WBI est formellement identifié dans le mandat WBI. Les Initiatives dépendent donc des personnes, c'est peu institutionnalisé, malgré les relations avec WBI.

- Avantage pour eux : Opportunité de valoriser et mettre en avant leur expertise. Leur présence durant les mission économique permet de faciliter la communication et création de liens avec certains interlocuteurs qui se reconnaissent dans leur chef. Mentionnent les missions récentes au Benin et Congo qui ont été très porteuses.
- La frontière entre WBI et AWEX est parfois peu claire. La situation est dépendantes des pays bénéficiaires. Volonté de rapprocher les 2 filaires.
- Le seul reporting effectué par SPW se fait au niveau WBI/bailleur de fond ou au niveau du projet
- PD et JD regrettent un problème de communication et visibilité dans l'international des activités et acteurs belges
- PD et JD regrettent qu'il n'y ait aucun lien, aucune initiative commune avec DGD

Association des Entreprises Wallonne des Eaux (EWE)

07/04/2020

Alice Alonso

Interviewee:

Gregory Herman, Secrétaire général EWE et Business manager et responsable Wallonie, Bruxelles, France pour Hydrosca

Présentation de l'entreprise

L'EWE est une asbl regroupant les entrepreneurs et les bureaux d'études wallons, actifs dans l'installation d'équipements, les prestations de services et/ou la réalisation d'études pour les opérateurs du cycle de l'eau, les gestionnaires des voies navigables, et les industries.

16 membres, 3 conseils admin/an. Pas de budget, fonctionne sur base volontaire

Historique

EWE a été conçu par quelques entreprises actives en Wallonie, liée aux marchés pour l'épuration et traitement des eaux usées. Le but était d'avoir un interlocuteur commun avec les pouvoirs publics. Les membres étaient alors ceux travaillant dans des secteurs très spécifiques. EWE s'est depuis lors ouvert à tous les entreprises et bureaux d'études de l'eau dans le sens large du terme.

Objectifs

Les objectifs ne sont pas formellement définis et sont actuellement en cours de discussion. Néanmoins, on peut citer :

- Avoir un interlocuteur commun, qui représente l'ensemble des membres.
- Organiser des ateliers de travail, lancer des réflexions, et représenter les entreprises
- Analyse des marchés pour une possible ouverture vers d'autres marchés. Comparaison avec la Flandres (plus florissante).
- Réflexion sur l'international

Par rapport au Cluster Wallon de l'eau

Le Cluster Wallon de l'eau est supporté par AWEX et SPGE notamment. L'idée est née de la plateforme eau vers l'international organisée en 2019. Idée grandissante mais pas encore aboutie. L'avantage serait d'avoir des ressources humaines permettant de mener des actions concrètes. Le cluster TWEED constitue un exemple inspirant et intéressant pour ce cluster.

Différence export vers l'international versus coopération au développement

Secteur privé et coopération : Difficulté pour le secteur privé de décrocher des appels d'offre étant donné que une expérience dans les pays en développement sur le long-terme est souvent une condition dans les appels de sous-traitance etc. En conséquence, les bureaux ou entreprises

qui n'ont pas l'expérience dans les pays du Sud ne savent pas remporter ces marchés. D'après GH, on valorise trop l'expérience sur le terrain, et pas suffisamment l'expertise eau et la qualité des solutions offertes en tant que telle. Hors, il se peut que les solutions qu'ils ont à offrir soient plus innovantes/adaptées.

En réponse à cette constatation, ils utilisent d'autres leviers pour des projets qui ne sont pas toujours considérés comme des projets coopération développement. Ces projets sont alors référés à des projets d'Export vers l'international. GH attire l'attention sur le fait que la majorité des projets du secteur privé dans le secteur de l'eau contribuent à améliorer les services de base et, en tant que tel, contribuent tous en quelque sorte au développement.

Recommandations, suggestions

- Harmoniser la mission de FINEXPO et DGD dans le secteur de l'eau.
- Dédier une enveloppe « sans objectifs définis » dans les budgets, de manière à permettre que des projets qui répondent à une demande spécifique et pour laquelle la Belgique a une expertise adaptée puisse être financé, même si ils ne sont pas concernés par les cadres stratégiques sectoriels ou du pays bénéficiaire.
- Identifier les expertises et solutions offertes par le secteur privé belge et les intégrer dans les programmes.
- Améliorer la visibilité et le reporting. Par exemple, on ne connaît pas la nature exacte des projets et programmes de SPGE et SWDE dans l'international.
- Par ailleurs, les représentants de ces entreprises publiques ne communiquent pas sur les entreprises privées belges lors de leurs activités dans l'international. C'est perçu comme une opportunité manquée. On devrait considérer l'intégration d'un objectif de représentation des acteurs belges dans les missions des agences publiques menées dans l'international.
- Recommandation pour une meilleure coordination, et pour faire rentrer les activités de ces agences publiques dans un cadre plus coordonné et commun.
- Pour le moment, il y a encore une tendance à appliquer les vieilles recettes dans les programmes de coopération au développement. Ces recettes ont prouvé leurs limites par le passé en Belgique (exemple : gestion des inondations avec bassin d'orage versus gestion intégrée). On a développé des compétences et apporté des solutions intégrées pour faire face aux problèmes de l'eau en Belgique. Ces solutions sont exportables. On devrait les valoriser. Pour cela, il faut arriver à faire reconnaître l'expertise technique des entreprises privées à l'international. Une approche globale nécessite une expertise technique avancée.

Agence Wallonne de l'Exportation (AWEX)

07/04/2020

Alice Alonso

Interviewee:

Hubert Siemes

Concernant le Cluster Eau

Après la réunion sur l'eau dans l'exportation en 2019, Cédric Brule, responsable du cluster TWEED (Energie) a soumis une proposition de un budget supplémentaire pour que TWEED puisse animer la plateforme eau. Cette proposition n'a pas été acceptée par le ministère.

Il y a pour le moment des discussions avec le professeur Leclair faisant partie de l'Aquapôle (ULiège) pour que il (et l'Aquapôle ?) se charge(nt) de cette animation. Objectif : développer une stratégie pour le secteur.

Instruments de financement

- Financement eau : Banque mondial d'investissement (BIRT ?) (30%), FINEXPO et multilatéral.
- Manque d'instruments pour le secteur privé ou d'enveloppes plus compétitives avec les concurrents.
- Regrette l'absence d'instrument de financement de projets comme en France avec la banque privée d'investissement. FINEXPO est uniquement pour projets publiques. Le processus avec FINEXPO est considéré comme lent et peut par conséquent constituer une barrière à l'obtention de marchés.
- Projets FINEXPO : reporting OCDE se fait via CREDENDO`
- Demande d'harmonisation des structures d'aide
- Constat que c'est souvent les mêmes sociétés qui sont financées.
- Les entreprises et bureaux belges sont particulièrement intéressée par travailler dans les pays africains i.e. Il y a moins d'intérêt dans le cas d'appels notamment en Europe de l'Est.

Partenariats publics – privés

- Recommande une stratégie de partenariats publique – privé sur le long-terme, en se notamment en se positionnant sur certains marché, et assurant un continuum. Un projet se fait en effet en plusieurs étapes : (1) détermination des besoins et dialogue avec les autorités locales, formations ; (2) appel d'offre, (3) mise en place du projet. D'après HS, beaucoup de pays de l'APD mènent les phases 1 et 2 de manière à ce que

l'appel d'offre soit très spécifiques aux services et technologies de leurs entreprises. De ce fait, bien que l'appel soit ouvert à l'international, la plupart des entreprises autres que celle du pays ayant mis les phase 1 et 2 en place sont éligibles. La Belgique ne fonctionne pas comme ça, ce qui représente beaucoup d'opportunités manquées pour la entreprises belges.

Dans ce contexte, HS appelle à ce que les partenaires de développement et le secteur publique prépare et conditionne les appels à l'expertise /technologie belge lors des programmes d'accompagnement des clients dans la gestion des marchés, gestion des marchés, renforcement des capacités, etc.). La Belgique dispose d'un capital sympathie ce qui constitue une force dans ce contexte. En outre, HS suggère de tabler sur SPGE, SWDE qui peuvent faire des programmes twinning etc, réservés au secteur publique. Via leur programme d'éducation etc, ces organosation peuvent préparer le terrain pour des entreprises privées belges.

Chercher à une meilleure harmonisation

- Besoin d'axes de stratégie communs bien que une organisation puisse avoir ses propres axes supplémentaires.
- Appelle à la convergence vers des initiatives communes en matière de coopération au développement dans domaine de l'eau. Pour le moment, initiatives individuelles, sur base d'opportunités.
- Recommande un harmonisation des pays ciblés et stratégie de présence, d'assurer une cohérence en se focaliser sur un certain nombre réduit de pays stratégiques. Met en avant que, pour le moment, chacun a ses pays partenaires (DGD vs WBI vs ARES/VLIR ; etc.), on se disperse de trop.
- Appelle pour une meilleure articulation entre WBI – Enable – +
- Concertation nécessaire entres les différentes organisations et opérateurs, on doit améliorer le dialogue
- Lors de la représentation sur des projets, le Belgique a tendance à se représenter via plusieurs acteurs. On perd en efficacité en multipliant les niveaux. On besoin d'un leader, un représentant par projet, càd aussi un seul interlocuteur.
- Echanger ce qu'on fait de manière régulière et transparentes est l'élément clé pour une approche cohérente. Il faut donc un outils de centralisation. Difficulté : manque de volonté des organisations de publier leurs projets.

Société Wallonne Des Eaux

20/04/2020

Alice Alonso

Interviewees:

Minazola Miantuadi - Responsable des projets internationaux

Etienne Van Bossche - Directeur Organisation et Stratégie

Cadre de travail

Travaille dans l'international depuis 10 ans. International est non significatif (« Chiffre d'affaire « annuel de 500 000 EUR versus 3 000 000 000 EUR au total).

La mise en place d'activités de coopération est inscrit dans le statut de la SWDE. Cellule internationale permanente de 2 personnes. L'objectif est que le chiffre d'affaire soit suffisant pour couvrir la cellule permanente.

Projets à court terme ou moyen terme (max 3-4 ans), mais essayent de rester en contact par après pour assurer une continuité

Mission

Aider les entreprises publiques à mettre en place une bonne gouvernance et gérer l'eau de manière générale (niveau de l'entreprise ou administratif local principalement).

Echange de connaissances et compétences avec les interlocuteurs qui font le même métier dans le pays bénéficiaire. Essayent d'envoyer sur le terrain des personnes qui font le même métier au quotidien en Belgique. Transfert d'expérience et d'expertise.

Domaines d'activités

Renforcement des capacités, expertise, formation, gouvernance, GIRE (travail sur l'offre et demande, détermination des tarifs, etc.), stratégies de renouvellement et maintenance des ouvrages, plans stratégiques, asset management (ex laboratoires). Pas investissements.

Principaux bénéficiaires

Entreprises opérateurs d'eau qui font le même travail que eux dans les autres pays

Région d'activité

Maghreb (Maroc, Algérie, Tunisie), Afrique de l'Ouest (Sénégal, Benin, Burkina, Faso), et Congo DR. Sont ouverts à d'autres pays en fonction du répondant des interlocuteurs lors de contacts, notamment durant des missions économiques avec l'AWEX.

Reporting au donneur uniquement.

Partenariats

- Focus particulier sur les **Global Water Operators Partnerships Alliance**: mécanisme promu par l'UN, édictant des principes pour les opérateurs publics de l'eau. Ex. factures à prix coûtant.
- Enabel : Partenariat public – public. Travaillent avec une convention et avec des comités de pilotage annuels durant lesquels ils présentent les projets en cours et potentiels, et identifient des échanges d'expertise possibles. L'échange d'expertise se fait dans les deux sens.
- SPGE : Partenariat systématique, sont en contact très proche. Ce partenariat leur permet d'avoir une approche « complète » en combinant distribution + assainissement. Se représentent l'un l'autre.
- Supportent l'initiative de la plateforme wallonne avec CILE, SPGE et AWEX.
- Trouvent qu'il y a une cohésion relativement bonne entre les acteurs wallons.
- Ne travaillent pas avec leur équivalent flamand dans l'international. Ceci est principalement dû au fait que les acteurs flamands travaillent principalement dans les pays flamands et anglophones, alors que les acteurs wallons dans les pays francophones.
- En Belgique : Convention de partenariats avec tous les opérateurs wallons ; Partenariats avec l'université de Liège.

Financements

Projets financé particulièrement par l'Europe (twinning, see https://ec.europa.eu/neighbourhood-enlargement/tenders/twinning_en), Région Wallonne (ex. agence wallonne pour le climat et WBI, ENABEL et financement sur fonds propres (occasionnellement, ne dépassant pas les 10% du budget total).

Se base sur le plan stratégique et par rapport aux capacités en internes. La recherche de financements se fait sur base des besoins des pays partenaires. Répond aussi à des appels à projets avec des entreprises privées.

Recommandations :

- Grande réflexion sur la **pérennisation** des ouvrages. Observation que beaucoup de projets se détériorent après le départ des donneurs.

Entant que belges, on devrait travailler avec des matériaux de meilleure qualité, augmenter les standards de qualités (au contraire de l'approche chinoise qui tend à utiliser des matériaux ce moins bonne qualité), et réfléchir sur la maintenance (via notamment la formation pour le renforcement capacité et gouvernance). Cela permettrait aussi de donner des débouchées pour les entreprises belges et de

développer des entreprises locales. Ca doit faire partie du plan d'investissement sur le long terme.

- Mener des **projets qui combinent investissement (infrastructures) + formation & gouvernance + sensibilisation**. Faire les processus de A à Z. L'idéal est de mener des projets avec plusieurs acteurs, en combinant le privés (investissements), publique (formation, gouvernance), ONGs (sensibilisation). Les appels permettant ce type de combinaison sont rares. Actuellement, quand des appels à projet permettent une telle intégration, le budget pour l'investissement tend à dépasser sur prendre sur le budget initialement prévu pour la formation.
- **Intégrer** distribution avec assainissement, et sur le long terme !
- Se concentrer par zone pour mener une approche intégrée, multi-acteurs et multi-secteurs. Les acteurs devraient se mettre ensemble pour chercher des financement de droite et de gauche (ex Banque européenne investissement) et travailler de manière intégrée ensemble. Pour eux, c'est l'avenir de la coopération dans le domaine de l'eau. Pour le moment, la nature des appels et des acteurs ne tend pas vers une telle approche. Problème de manque de vision par les bailleur de fond ou acteur de terrain. Chacun prêche pour sa propre chapelle. Il faut voir au-delà de la compétitivité. La water plateforme est prometteuse pour arriver à ce type d'approches.
- **L'union fait la force**. On est tellement petits sur la scène internationale. On a tout intérêt à travailler ensemble avec le secteur publique, privé, NGO, académique pour la augmenter visibilité et assurer l'aspect intégré et la pérennisation des projets.
- L'approche plus pragmatique et modeste de la Belgique est appréciée dans l'Afrique francophone.
- Le challenge majeur avec les ressources en eau est l'Afrique, étant donnée la situation critique actuelle et les changements climatiques et démographiques à venir.
- Dans certains contextes, le privé et comités d'utilisateurs sont la seule solution car les structures étatiques sont manquantes voir nuisibles.
- Serait volontaire pour alimenter une base de données belges.
- Enabel, en étant un acteur fédéral et étant donnée leur expérience, pourrait avoir un rôle entant que acteur fédérateur.

Entretien avec M. Laurent PIERART (Délégué belge Banque mondiale) et M. Guillaume DE BASSOMPIERRE (Délégué belge Banque africaine de développement)
5/12/2019, AWEX, Salzinne

Alice Alonso

- AWEX a récemment fait une mission AWEX à succès au Togo durant laquelle les acteurs wallons ont été bien représentés. Le rapport de fin de mission nous sera envoyé.
- AWEX a récemment développé un outil de répertoire des acteurs wallons. Développé en utilisant le programme « Workflowi » (?) : demander à Hubers Siemes : cette application permet la protection des données et empêcher l'obsolescence des données
- Idéal pour Répertoire Water Nexus : essayer de lister non seulement les pays dans lesquels les entreprises sont actives, mais aussi sous tel financement, quel type de projet.
- Cartographie des sources de financement : si on ne sait avoir l'info via les acteurs, lister les sources connues (i.e. : Bill and Melinda gates)
- Make the WN website et répertoire des acteurs type wikipedia et user-generated content
- Le projet WN n'a de valeur que si il a une continuité
- Water Platform ; demander à l'UWE d'en faire partie
- Proposer des solutions / répondre à des appels à projet pour les bailleurs mondiaux: la Belgique n'a de chance que si on vient en groupe.
- Faiblesse NPW : ils ne parlent pas français = opportunité pour belges
- Modèle de marketing, promotion des entreprises, ect. : Israéliens : regarder le projet israéliens. Considérer dans le « learning from neighborgh ? »
- Recommandent IMDC et Antea comme super boites dans domaine eau

Gesprek met VPvWO (Vlaams Partnerschap Water voor Ontwikkeling)

02/04/2020

Bruno Verbist

Interviewees:

Ir. Lieve Dillen

Het Vlaams Partnerschap voor Ontwikkeling (VPWvO) werd opgericht na de top van Johannesburg in 2002 om mee de Millenniumdoelstelling van de Verenigde Naties over drinkwater en sanitatie ([Millennium Development Goal of MDG 7c](#)) te realiseren. Deze bepaalde dat tegen 2015 het aandeel mensen dat geen duurzame toegang heeft tot zuiver water en basis sanitaire voorzieningen met de helft verminderd moet worden t.o.v. 1990.

Op 27 september 2015 legden de lidstaten van de Verenigde Naties 17 nieuwe doelstellingen vast voor een duurzame ontwikkeling van de wereld tot 2030. Voortbouwend op de Millenniumdoelstellingen, werd een specifieke Duurzame Ontwikkelingsdoelstelling (Sustainable Development Goal of SDG) geformuleerd rond water en sanitatie, met name [SDG 6](#).

Het VPWvO spitst zich nu toe op een aantal onderdelen van SDG 6: verbeterde toegang tot water, hygiëne, sanitaire voorzieningen, waterkwaliteit, integraal waterbeheer, duurzame ontwikkeling en eigenaarschap. Daarnaast blijft de samenwerking en capaciteitsopbouw tussen Noordpartners onderling en tussen Noord- en Zuidpartners centraal staan.

Meer info: <http://www.watervoorontwikkeling.be/>

VPWvO heeft een ruime partnerwerking: <http://www.watervoorontwikkeling.be/partners>

Er zijn links met DGD en Join for Water. VPWvO is lid van het Waterplatform. De werking is momenteel nog informeel en dient vooral tot het delen van informatie en de deelname van Vlaanderen en België te promoten op internationaal vlak.

Lieve Dillen was bekend met het Nederlandse NWP dat inderdaad meer de commerciële poot verzorgt. Ze raadde aan om ook te kijken naar Aqua for All, die actief op zoek gaan naar fondsen voor ontwikkelingssamenwerking, waarbij de Nederlandse overheid een topping-up doet.

Het Vlaams Platform VPWvO richt zich eerder op een micro-niveau. Projecten met de privésector worden wel aangemoedigd.

Ze staat positief tegenover een Belgisch platform, maar vraagt zich wat de focus zal zijn. VPWvO heeft zich met een beperkt budget “gesmeten” eerder dan veel nota’s of theoriën uit te werken. De praktijkervaring is de beste leerschool.

Het is zo dat de 3 regio’s binnen België allemaal een andere koers varen, anders aangestuurd worden, ... Informeren, faciliteren, ... zijn zaken die weinig tegenstand zullen opwekken. Bij coördineren is er het risico dat er tegenstand komt omdat men op andere zijn bevoegdheidsdomein zal komen.

Tot nu toe was water geen prioriteit voor DGD. In welke mate zal dat nu veranderen?

Qua financiering zijn er reeds initiatieven ontwikkeld met de Koning Boudewijnstichting voor wat betreft een mogelijke opschaaloefening. (Nvda dit gebeurt ook reeds tussen DGD en KBS voor wat betreft private sector development). Er werd ook reeds samengewerkt met EWI, UNESCO, de Vlaamse Ontwikkelingssamenwerking, FIT, ...

Bedenk ook dat VPWvO begonnen is met een subsidie van 100 k Euro.

Momenteel is er qua samenwerking met de privé sector vooral een samenwerking met consultancy bedrijven en deze rond duurzame energie, niet met de productie kant. Het is ook niet met de grote bedrijven zoals Seghers, Ecoplant, Waterleau, ... Een interessant contact daarvoor is nog Geert Verreet van EWI.

Tussen de regio’s (Vlaanderen – Wallonië – Brussel) was er reeds een poging tot samenwerking om een deel van de bijdragen van de burgers voor de drinkwatermaatschappijen te mobiliseren voor OS. Dit werd echter doorkruist door de lokale verkiezingen en dan door de regionale verkiezingen. Momenteel is hier nog een gebrek aan een wettelijk kader.

Gesprek met Aquafin

03/04/2020

Bruno Verbist

Interviewees:

Anja De Wit

Aquafin (Aquafin.be) zuivert het huishoudelijke afvalwater van de Vlaamse gezinnen.

Er is een beperkte werking in het Globale Zuiden. Jaarlijks wordt er 100 k Euro voorzien, waarvan 25 k Euro voor Join for water.

't Budget is voorzien voor vzw's in België of NGO's, niet voor individuen.

Naast projecten rond waterzuivering zijn er ook rond de toegang tot drinkwater, regenwater, ...

Een sterkte van Aquafin is dat het experts voor korte missies bv. een week ter beschikking kan stellen. Dit is vrijwilligerswerk door het personeel, maar dat is erg gemotiveerd om zich daarvoor in te zetten.

Er zijn nu opdrachten via ondernemers voor ondernemers, maar Aquafin zou nog meer projecten kunnen absorberen.

Eén van de voorbeelden van hun projecten is ism Kitanda (Kitanda.be).

Mevrouw De Wit was bekend met VPWvO & Join for Water, maar niet met ENABEL of DGD. Ze is geïnteresseerd in meer info en de follow-up.

Gesprek met Watercircle

09/04/2020

Bruno Verbist

Interviewees:

Dr. Ir. Matthias Mertens

<https://watercircle.be/>

The watercircle groepeert > 60 bedrijven en een 20-tal kenniscentra incl universiteiten en hogescholen. De werking is vooral op Vlaanderen en Europa gericht.

Voor de kleinere spelers zoals BOSAQ, zijn gericht op een samenwerking met VLAIO, Join for water, VOPWvO, Grotere spelers zoals DEME hebben maar een beperkte link.

Organisaties op 't Belgisch niveau zoals DGD, ENABEL, ... zijn voor de meesten redelijk onbekend.

Er is vanwege Water circle wel interesse in initiatieven op het Belgisch niveau, maar men weet niet goed wat te verwachten.

Matthias heeft daarom de verklaring op de Novemberconferentie, waar hij aanwezig was , niet getekend.

Noot: KO-Water (Kosten-efficinet opwaarderen van waterbronnen in de procesindustrie) is één van de speerpunten van watercircle. Ergens logisch omdat Vlaanderen hoe langer, hoe meer een waterschaarse regio is.